

Daniel Bensaïd

D'un décembre l'autre

Quoiqu'ils en disent, décembre 1995 n'est ni loin, ni effacé. Un an après, Daniel Bensaïd fait le point. À l'affût des tempêtes inattendues...

En écho d'une tribune publiée dans Le Monde du 13 décembre 1996...

Lors des grèves de décembre 1995, les « intellectuels » ont adopté trois positions fortement contrastées. Il y eut ceux qui, autour de l'appel lancé par la revue *Esprit* et les affidés du club Saint-Simon, trouvaient de l'imagination chez Juppé et du courage (celui sans doute d'oser trahir en pleine bataille) chez Notat. Il y eut d'autre part ceux, beaucoup plus rares, qui gardèrent une distance méfiante envers un mouvement trop peu conforme à leur norme de radicalité ; ainsi les auteurs des « Remarques sur la paralysie de décembre 1995 » (*Encyclopédie des nuisances*), pour qui après c'était encore plus comme avant, car il y avait en moins l'illusion d'un après : « la lutte défensive qui ne s'assigne pas explicitement le but de redonner un sens supérieur à ce qu'elle est censée défendre retourne piteusement à ses limites initiales et devient une offense pour ce qui aurait pu être ».

Trop vert pour les uns, trop mûr pour les autres. Pas au goût des fines bouches.

Il y eut enfin l'appel dit Bourdieu, non un appel de soutien au mouvement, mais de soutien dans le mouvement, tel qu'il était, avec les promesses et les limites d'un renouveau encore balbutiant.

L'éditorialiste du *Point* parlait de « grosse

fatigue », « d'état bizarre », « de déprime collective à la française ». En somme, un grain de folie très gaulois. Il s'agissait pourtant d'un point de retournement et de rebroussement, d'un soulèvement général profond autour des noyaux grévistes, d'un sursaut partagé d'avoir trop subi pendant les désastreuses années Mitterrand, d'avoir encore été roulés par la démagogie électorale chiraquienne, d'avoir trop attendu le jour qui ne vient pas. De Montaigne à Benda, on n'a cessé de s'étonner de la « stupéfiante patience » des classes opprimées. Coup d'arrêt – au sens physique du terme –, la grève était d'abord un acte de résistance logique, de « courage négatif », seul capable d'inventer du nouveau. L'instant du réveil d'un cauchemar libéral hanté de marchés financiers, de franc fort et de critères maastrichtiens.

Il se passait quelque chose. Quelque chose changeait dans l'air du temps. Jusqu'à quel point ? Assez pour trouer la routine des travaux et des jours ? Le geste du refus – on ne marche plus – est, littéralement, de l'ordre du principe, dans la mesure où il n'est qu'un début. Le sens et la portée viennent après coup, dans le déchiffrement des traces, dans ce qu'elles donnent à penser, dans le refus obstiné de laisser cicatriser la blessure.

Un an après, quelles traces ?

La plus immédiate, c'est un Juppé définitivement débotté, en chaussettes et supports-chaussettes. Les plans gouvernementaux et patronaux s'appliquent cependant, à peine freinés : la réforme de la Sécurité sociale, celle des hôpitaux, la privatisation de France Télécoms, le démantèlement annoncé des chemins de fer et de l'électricité publics. Et pourtant, la porte un instant entrouverte sur d'autres possibles ne s'est pas refermée.

Imprévisible dans sa date et dans sa forme,

le mouvement était annoncé, pour peu que l'on sache écouter l'herbe pousser, dans les marches des chômeurs en 1994, l'occupation de la rue du Dragon, la mobilisation des femmes culminant dans la grande manifestation du 25 novembre.

La bonne nouvelle trouve d'abord son prolongement dans les luttes qui n'ont cessé depuis. Celle des sans-papiers, bien sûr, dont le combat collectif, si ostensiblement visible, défait l'image du clandestin et produit au grand jour de la citoyenneté autrement que les critères répressifs des lois Pasqua. Celle des routiers, évidemment. Alors que certains avaient accueilli avec réserve la grève des cheminots, trop peu lyrique et onirique à leur goût, suspecte de corporatisme, on n'a pas assez souligné que les routiers n'ont pas lutté avec leurs patrons, pour une défense corporative de la route, mais contre leurs patrons, pour leurs intérêts sociaux de salariés exploités : le contraire du corporatisme. Alors que certains avaient reproché aux cheminots de défendre égoïstement le « privilège » de leur retraite à 55 ans, s'ils n'étaient pas parvenus à sauver ce droit acquis les routiers auraient eu bien peu de chance de le conquérir à leur tour. Plus généralement, bouger à partir d'une exigence spécifique ou d'un intérêt particulier menacé n'est pas précisément du corporatisme, à condition de ne pas opposer cet intérêt particulier à l'intérêt général ; or, dans le mouvement de décembre, bien des choses partaient du particulier pour rejoindre le général, contre le plan Juppé et pour un idéal de solidarité, contre la concurrence impitoyable du marché et pour le tous ensemble de la mobilisation. Il faut être bien abstraitement intellectuel pour croire que les idées viennent au mouvement par révélation du Saint-Esprit ou de l'avant-garde de droit divin, et non pas,

comme à quiconque, tout simplement en marchant.

Le choc de décembre se traduit ensuite par une modification du paysage syndical, avec l'affirmation des Sud, le renforcement de la FSU, l'expression autour du journal *Tous ensemble* d'une opposition publique à Nicole Notat au sein de la CFDT (dont les animateurs de la fédération transports en pointe dans la grève des routiers), des préoccupations nouvelles dans la CGT, l'apparition d'équipes militantes peu dociles aux appareils. Il ne s'agit pas seulement d'une floraison de sigles, mais d'un renouveau des pratiques, plus démocratiques, plus soucieuses, au-delà de la stricte entreprise, de réinscrire le syndicalisme dans une résistance d'ensemble à la détérioration des conditions de vie, au chômage, à l'exclusion, comme on a pu le vérifier avec les soutiens syndicaux aux sans-papiers.

Enfin, certains s'étaient inquiétés de voir les luttes de la fonction publique creuser l'écart avec le privé, et avec les exclus en tous genres, du travail, du logement, ou de la ville. Le contraire s'est passé. On a vu défiler pêle-mêle des syndicats, AC! contre le chômage, Ras l'front, la Cadac, Act-up, Dal, Droits devant... Des liens de solidarité ont été tissés, avec «l'Appel des sans», avec les récents États généraux du mouvement social, avec le projet de première marche européenne contre le chômage, en juin prochain à Amsterdam.

Ajoutons pour mémoire que, du côté intellectuel, la clique saint-simono-médiatique a subi une cuisante défaite symbolique aux effets durables.

Au-delà de ces effets visibles, bien d'autres choses ont bougé. Le mouvement de décembre a représenté comme un énorme lapsus dans «la syntaxe de la résignation» (dont parle Franck Lepage dans le dernier numéro de la

revue *Lignes*). Certains mots étaient devenus imprononçables. On ne devait plus dire travailleurs, prolétaires ou usagers, mais «gens», «clients», «sondés», voire «ressources humaines». Parler de lutte des classes était archaïque et grossier, «fracture sociale» convenait mieux pour les tribunes électorales. «Révolution» était devenu carrément pornographique, la bienséance recommandait «transformation sociale». La symbolique des couleurs était aussi touchée. Quelques jours avant les grèves, la Fnac, toujours à la pointe de la «com», s'affichait sur fond vert avec le slogan : «Pourquoi vert? Parce que le rouge est passé de mode!» Le soulèvement de décembre a mis du grumeau dans l'insipide potage postmoderne, et lancé quelques bons vieux gros mots dans la périphrase bien (uniquement) pensante.

Les classes étaient dissoutes dans le consensus? Finies, ringardes, dépassées. «Et pourtant, elles luttent», aurait marmonné l'autre! Différemment, certes, avec d'autres images, avec des différenciations et des complications subtiles, de la masse et du réseau. Mais n'en a-t-il pas toujours été ainsi, sauf dans les images d'Épinal de la grande légende prolétarienne? On entend déjà les protestations: pourquoi s'évertuer à ramener de l'inconnu à du connu, du nouveau à du vieux, et pourquoi opposer à la langue de plomb libérale la langue de bois de l'exploitation? Parce que les mots, précisément, ont leur importance. S'il est vrai que le discours du Front national cherche à déplacer le clivage exploités/exploiteurs au profit du clivage français/étrangers, il est crucial de défendre la pertinence du front social et de réaffirmer la centralité de l'appartenance de classe. Peu importe que cela corresponde à l'image spontanée qu'ont d'eux-mêmes le postier, l'infirmière ou le routier. Comme toute conscience sociale, cette

conscience de classe se construit dans la lutte et dans la langue. Walter Benjamin a assez souligné l'importance du fait que l'Allemagne hitlérienne soit devenue le pays où il était impossible de nommer le prolétariat, et Hannah Arendt a suffisamment insisté sur la signification qu'eut le remplacement des classes par les masses. Aussi longtemps que l'ordre régnant demeure celui du capital, cette querelle de mots demeure d'actualité, et aucune formule édulcorée (justice sociale, riches et pauvres, nantis et exclus), à la portée de n'importe quel jargon caritatif ne propose la même force de clarification.

Et puis, le mouvement de décembre a marqué un étrange et spectaculaire retournement du «sans» (s-a-n-s). Depuis quelques années, la cosmopolitique humanitaire «sans frontières» légitimait, au nom de l'urgence et de l'ingérence, la mondialisation de l'espace par les dominants. Et voila que surgit l'exigence politique des «sans» (sans-emploi, sans-domicile, sans-papier, sans-culottes et *descamisados* de toujours) qui réclament un lieu (de travail, d'habitat, de citoyenneté) où exister humainement. Les sans-rien de Saint-Bernard et les «vaut-rien» de Thomson (comme s'auto-dénoient ceux qui sont bradés avec leurs machines pour un franc symbolique): «Nous ne valons rien, soyons tout!»

M. Bayrou est, dit-on, à la recherche du sens perdu. En voici.

La résistance sociale est à l'ordre du jour: 350 000 manifestants le 25 juin à Berlin contre le plan Kohl; 100 000 à Naples contre le chômage; les fonctionnaires dans la rue à Barcelone et à Athènes; la marche blanche des Belges. Mais la scène politique bouge plus lentement que la scène sociale, comme si une force qui s'éveille était en panne de représentation

Ce hiatus entre la remobilisation sociale et la faillite sociale de la gauche politique est celui de tous les dangers. Contre les gesticulations de Bossi sur la Padanie, c'est le néofasciste Fini qui convoque 150 000 manifestants dans les rues de Milan. En France, on soupire de soulagement parce que le Front national n'atteint « que » 40 % au deuxième tour à Gardanne ou à Dreux ; ce sont tout de même 40 % ! L'inflexion à gauche de Jospin sur la réduction du temps de travail ou son bémol à l'orthodoxie monétaire sont aussi une sorte de réponse à l'avertissement de décembre. Mais qui peut croire qu'il pourrait concilier une relance sociale et le respect réaffirmé des critères de convergence et du calendrier européen ? Grand écart déchirant, au point que nombre de responsables socialistes ont déjà peur, non sans raison, de leur éventuelle victoire en 1998. Inutile d'insister sur le fait qu'une nouvelle expérience gouvernementale de gauche en 1998, ligotée dans la cohabitation avec Chirac et la gestion des critères de Maastricht, à un an de l'entrée en vigueur de l'euro, avec une droite traditionnelle déconfite par les années Juppé, ouvrirait un boulevard à Le Pen si n'émergeait pas un commencement d'alternative radicale à gauche.

Pas besoin d'espérer pour résister. Le « Ya Basta », lancé par les zapatistes le 1^{er} janvier 1994 à San-Cristobal, a fait le tour du monde. Un cri de survie face aux conséquences de l'Alena, à la corruption du régime, à la contre-réforme agraire. « Ça suffit comme ça ! », répondent en écho les cheminots et les routiers, les sans-papiers et les sans-logis. Mais peut-on résister longtemps sans horizon d'attente ?

L'attente a été définie naguère comme « le présent du futur ». Lorsque le futur devient illisible, lorsqu'on comprend que, pour la première fois depuis des décennies, les générations à venir vivront probablement plus mal et non mieux que les précédentes, qu'en est-il de l'attente ? Rien d'autre que l'affût et l'aguet d'une bifurcation, qu'un pari sur un possible improbable. L'heure est alors à la prophétie. Qui n'est pas, comme on le croit parfois, la promesse d'avant-garde d'un dénouement heureux, ni la voyance de lendemains consolants, mais simplement une alerte salutaire d'arrière-garde, le constat conditionnel d'une catastrophe annoncée, à conjurer au présent : « Si ça continue, ça finira mal ».

L'effacement des grandes croyances n'annule pas la nécessité stratégique d'un projet collectif. Nul besoin pour cela d'un paradis artificiel imaginaire, ni d'une fin garantie de l'histoire, mais d'un art profane de la perspective, de la moyenne portée et du moyen terme, du moment propice et du rapport des forces, d'une volonté qui détermine en marchant son propre but, en un mot d'un sens profondément politique des rythmes et de leurs combinaisons.

Décidément, en décembre 1995, *Le Point* était en verve : « Avec un bric-à-brac d'archaïsmes en tout genre, le million qui défile exhibe sa reculade devant le monde moderne, sa peur d'une société libérale qui prend ses quartiers partout dans le monde. Elle n'a pas encore implanté en France sa culture d'hommes libres et adultes » (16 décembre 1995). Archaïque, antimoderne, conservateur a ajouté depuis le président en personne. Décidément ce peuple ignorant, têtue, si hermétique aux sirènes mo-

dernes des marchés financiers et des fonds de pension, est trop grossier. À dissoudre !

À l'autre bout de l'éventail, les encyclopédistes des nuisances se lamentent : « Maintenant le pouvoir peut pour ainsi dire laisser filer la révolte, si cruellement privée d'idées et de moyens, afin que joue à plein l'accablement devant l'immensité de l'effort à accomplir pour donner consistance à son refus. » Pauvre peuple, non seulement archaïque, mais si dépourvu de rêve, d'imagination, d'idées, à l'horizon si borné, condamné à tourner pour l'éternité dans le cercle de fer du fétichisme marchand, si peu conforme au mythe que s'en faisaient quelques intellectuels normatifs ! À dissoudre !

Trop mûr ? Trop vert ? Jamais à point

Déficit utopique ? Assez de bla-bla. Les choses sont beaucoup plus concrètes. Il y a beaucoup à digérer, à surmonter, en cette fin de siècle. La grande banqueroute du stalinisme d'abord. Les petites (et grandes) faillites frauduleuses de la social-démocratie. Les premières surprises de l'offensive libérale. Le bouleversement mondial des coordonnées spatiales et temporelles de la lutte politique. Il y faut du temps. Des expériences accumulées. Des défaites qui dégrisent et des victoires qui rendent confiance. Le projet, sinon l'utopie d'autant plus somptueuse qu'artificielle, repousse à ras-du-sol dans la lutte prosaïque pour un emploi, pour un toit, pour renouer les liens que le capital ne cesse de sectionner au quotidien.

Critique communiste n° 148,
printemps 1997